

Table des matières

I.	PRESENTATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	3
1.	Présentation de l'Université Lyon 2	3
2.	Faits caractéristiques de l'exercice et écritures de régularisation.....	3
a)	Faits marquants.....	3
b)	Les écritures correctives 2021.....	3
II.	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION.....	4
1.	Principes comptables	4
2.	Immobilisations	4
3.	Patrimoine immobilier confié en dotation par l'Etat	5
4.	Immobilisations financières	5
5.	Créances	5
6.	Subventions d'investissement.....	5
7.	Fonds propres.....	5
8.	Provisions	6
9.	Charges à payer et produits à recevoir	6
10.	Recettes et subventions d'exploitation.....	6
III.	NOTES SUR LE BILAN (en k€).....	8
1.	Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles.....	8
2.	Tableau de mouvement des amortissements.....	9
3.	Tableau des financements externes de l'actif.....	10
4.	Détail des créances.....	11
a)	Précisions sur certaines variations de créances 2020 / 2021	11
b)	Produits à recevoir	12
5.	Fonds propres.....	12
6.	Dépréciations	12
7.	Provisions pour risques et charges.....	12
8.	Détail des dettes.....	13
a)	Factures non parvenues et charges sociales.....	13
b)	Détail des produits constatés d'avance	14
9.	Flux de trésorerie 2021	15
IV.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	16
1.	Les produits	17
2.	Les charges	19
V.	AUTRES INFORMATIONS.....	22

1. Événements postérieurs à la clôture.....	22
2. Effectifs.....	22
3. Engagements financiers	22

I. PRESENTATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Présentation de l'Université Lyon 2

L'Université Lumière Lyon 2 compte environ 28 000 étudiants.

Disposant d'une superficie de locaux de 140 751 m² (SHON) répartis sur deux campus, elle propose, dans quatre grands domaines de formation :

- Arts, lettres, langues
- Droit, économie, gestion
- Sciences humaines et sociales
- Sciences, Technologies, Santé

Un large choix de formations : 38 diplômes de licences, 20 diplômes de licences professionnelles, 140 spécialités de masters, 10 spécialités de DUT et 49 spécialités de DU, dispensées au sein de 6 facultés et 6 instituts.

L'Université consacre également une large part de son activité à la recherche : 33 laboratoires et 4 regroupements fédératifs orientés principalement dans le domaine des sciences humaines et sociales ainsi que 7 écoles doctorales.

2. Faits caractéristiques de l'exercice et écritures de régularisation

a) Faits marquants

La crise du COVID-19 a impacté en 2021 l'organisation, le fonctionnement courant et l'investissement de l'université.

Le télétravail a été largement déployé en 2021 et adapté aux vagues sanitaires.

Le compte de résultat présente des variations significatives, reflet des vagues successives de la crise sanitaire en 2021. L'ordonnateur décline ces variations (à la hausse et à la baisse) précisément dans son rapport de gestion.

La crise sanitaire a aussi engendré un retard dans l'exécution des investissements de l'université. 22 M€ d'investissements étaient prévus au BI 21, 8,2M€ sont exécutés.

On notera enfin que les dispositions réglementaires d'assouplissement de la responsabilité des ordonnateurs et des comptables n'ont pas été reconduites en 2021.

Le plan de relance, initié par l'Etat dès septembre 2020, commence à se traduire dans les comptes en 2021. 100 Md€, dont 7.8 Md€ dédiés à l'enseignement supérieur, soutiennent les ambitions suivantes:

1. Accompagner les étudiants dans leurs projets d'étude
2. Santé et numérique : inventer la médecine du futur
3. Soutenir la recherche et la production de connaissances
4. Préserver les compétences professionnelles en R&D
5. Repenser la pédagogie avec le numérique
6. Mieux accueillir et mieux former aux métiers de demain
7. Des bâtiments plus confortables et plus sobres en énergie
8. Coordonner la recherche sur les grands défis de demain
9. Mieux orienter et accompagner les jeunes talents

L'université Lyon 2 s'est vu fermement notifié, sous condition d'emploi, 4,1 M€ de crédits de paiement, en grande majorité dédiés au point 7 ci-dessus. 1,4 M€ de dépenses d'investissements ont été constatées en 2021 (chauffage, plomberie, automates de régulation, LED, panneaux photovoltaïques), pour 1,4M€ de titrage.

Des sorties d'inventaire massives ont été réalisées en 2021. 7,5 M€ de bien ont été sorti du bilan, traduisant la nouvelle politique votée en conseil d'administration, consistant à sortir en masse et automatiquement certains bien ayant une valeur nette comptable nulle depuis un certain temps. Les catégories de biens majoritairement sortis sont le mobilier (4,5 M€), et les matériels d'enseignement (1,8 M€).

b) Les écritures correctives 2021

Aucune écriture corrective impactant les comptes 110 ou 119 n'est à relever en 2021.

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. Principes comptables

Les comptes annuels ont été préparés en application aux dispositions du recueil des normes comptables des établissements publics, du plan de compte commun et de l'instruction commune ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France, tels que :

- La prudence ;
- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- L'indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).

Les amortissements sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens.

Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, peuvent être résumées comme suit (délibération du CA du 23/10/20, 2020-57 - Approbation des durées d'amortissement et de la politique d'immobilisation) :

NATURE DES IMMOBILISATIONS	DUREE autorisées	DUREE standard (par défaut dans SIFAC)
Logiciels informatiques	3 ans	3 ans
Brevets et licences	5 ans	5 ans
Immeubles	30 ans	30 ans
Aménagements de terrains	10 à 20 ans	15 ans
Constructions légères	20 ans	Entre 15 et 30 ans
Locaux d'enseignement et de recherche	20 ans	20 ans
Aménagement intérieur des locaux	10 ans	10 ans
Installations techniques	10 à 15 ans	10 ans
Matériel scientifique	3 à 10 ans	5 ans
Matériel industriel	10 ans	10 ans
Matériel pédagogique	5 à 10 ans	5 ans
Outillage	5 ans	5 ans
Collection de documentation	5 ans	5 ans
Matériel de transport	5 ans	5 ans
Matériel de bureau	5 ans	3 à 7 ans
Matériel informatique, réseau et audiovisuel	5 ans	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans	10 ans
Autres matériels	5 à 10 ans	10 ans

Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées en cas d'écart significatif entre la durée d'amortissement votée et la durée d'utilisation prévisionnelle justifiée par des éléments techniques probants.

3. Patrimoine immobilier confié en dotation par l'Etat

A compter de l'exercice 2020, chaque bâtiment est comptabilisé selon la dernière évaluation France Domaine s'y rapportant.

Lors de la mise en œuvre sur l'exercice, les hypothèses suivantes ont été suivies :

- Les valorisations des bâtiments correspondent aux évaluations réalisées par France Domaine ;
- Les valeurs intégrées des bâtiments sont amorties sur la base d'une durée résiduelle estimée avec la direction du patrimoine tenant compte de l'état du bâti et du plan de charge des opérations pour définir des durées résiduelles adaptées au contexte.
- Le rattrapage de l'amortissement et des reprises des FEA, correspondant au retard dans l'intégration des évaluations, est analysé et comptabilisé.
- Les terrains ne font pas l'objet d'amortissement par nature.
- Les travaux antérieurs aux évaluations et se rapportant aux bâtiments ont fait l'objet d'une sortie de l'inventaire comptable.
- Les principales opérations de travaux ayant eu lieu postérieurement aux évaluations sont analysées pour identifier l'impact sur les valorisations intégrées.

Les biens immobiliers font l'objet de financement à l'actif.

4. Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas. Toutefois, comme préconisé par l'IGESR (anciennement IGAENR), toutes les créances antérieures à 2 années sont systématiquement dépréciées.

6. Subventions d'investissement

Conformément à l'instruction comptable commune, les subventions d'investissement sont comptabilisées suivant la méthode des subventions sous conditions dans des postes distincts des fonds propres en fonction :

- de la source des financements externes de l'actif, afin de distinguer les financements en provenance de l'État et ceux reçus de tiers autres que l'État ;
- de leur rattachement ou non à un actif déterminé.

Pour les subventions rattachées à un actif, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé. Par respect du principe général, par symétrie et conformément à l'instruction sur le financement de l'actif, la comptabilisation de la reprise en résultat des financements s'effectue en résultat d'exploitation.

7. Fonds propres

Les fonds propres de l'établissement sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que les dons et legs en capital.

8. Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels l'Université est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par le service des affaires juridiques, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ;
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Les passifs au titre des droits acquis sur compte épargne temps donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour charges conformément à l'annexe passifs sociaux du fascicule 12 de l'instruction comptable commune relative aux modalités de comptabilisation des droits à congés, des comptes épargne temps, des heures supplémentaires et des heures complémentaires.

9. Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- Aux dépenses de fonctionnement et d'investissement réalisées en 2021 dont la facture n'a pas été reçue à la clôture,
- Aux charges de personnel à payer en 2022 au titre des droits et rémunérations acquis en 2021,
- Aux heures complémentaires à payer,
- A la provision pour congés non pris pour les personnels titulaires et non titulaires non enseignants.

Les enseignants chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font en général pas l'objet d'un suivi dédié compte tenu du statut de ces personnels. S'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés des enseignants chercheurs ne peut être réalisée, aucun passif n'a été comptabilisé à ce stade dans les comptes de l'établissement.

Les produits à recevoir correspondent principalement :

- Aux droits constatés sur les opérations pluriannuelles,
- Aux produits de formation continue pour la part relative à l'exercice en cours.

10. Recettes et subventions d'exploitation

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de l'inscription des étudiants pour les droits universitaires de formation initiale dans leur intégralité ;
- Lors de la signature de la convention pour la formation continue : titrage immédiat et intégral avec mention dans la facture de l'échéancier de paiement contractualisé avec le stagiaire. Le rattachement du produit au bon exercice est conformément réalisé en fin d'année lors des travaux d'inventaire,
- A l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- A la mise à disposition de personnel,
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations.

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées :

- Des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées :
 - A la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses engagées dans le cadre des subventions soumises à conditions suspensives,

- A réception d'une avance, avec un titre d'avance movimentant les comptes associés (4419, 419), générant un impact en comptabilité budgétaire (recettes encaissées), sans impact sur les produits,
 - A réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas,
- De la taxe d'apprentissage dont le produit n'est reconnu qu'à hauteur des dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice. Ce principe repose sur le fait que les recettes provenant de la taxe d'apprentissage ne sont considérées comme définitivement acquises aux établissements que dans la mesure où ces derniers les ont utilisées pour financer la formation professionnelle.

III. NOTES SUR LE BILAN (en k€)

1. Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubrique et postes	Compte	Libellé Compte	Valeur brute au début de l'exercice	Augment. par virement de poste à poste	Acquisitions / Mad / Transferts	Dimin. par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	20531000	Logiciels acquis ou	1,504	15	101	0	0	1,621
Immobilisations Incorporelles	20580000	Autres conces° et dt	136	0	0	0	0	136
Immobilisations Corporelles	21155600	Terrains bâtis- ens	7,421	0	0	0	0	7,421
Immobilisations Corporelles	21155700	Terrains bâtis- ens	413	0	0	0	0	413
Immobilisations Corporelles	21155800	Terrains bâtis- ens	2,406	0	0	0	0	2,406
Immobilisations Corporelles	21227000	Agencement terrains	528	0	7	0	0	534
Immobilisations Corporelles	21315600	Construction bâtimen	77,330	0	0	0	0	77,330
Immobilisations Corporelles	21315700	Construction bâtimen	45,424	0	39	-267	0	45,197
Immobilisations Corporelles	21315800	Construction bâtimen	852	0	0	0	0	852
Immobilisations Corporelles	21355700	Construction agencem	8,273	267	5,998	0	-122	14,416
Immobilisations Corporelles	21355800	Construction agencem	12	0	0	0	0	12
Immobilisations Corporelles	21511700	Installations comple	462	0	15	-15	-2	460
Immobilisations Corporelles	21547000	Matériel acquis	866	2	191	-14	0	1,044
Immobilisations Corporelles	21557000	Outillage acquis TEC	155	27	20	0	-17	185
Immobilisations Corporelles	21558000	Outillage autre	34	0	0	0	-28	6
Immobilisations Corporelles	21566000	Matériel d'enseignem	6	0	0	0	-6	0
Immobilisations Corporelles	21567000	Matériel d'enseignem	2,181	0	45	-38	-1,795	392
Immobilisations Corporelles	21577000	Agencements & aménag	20	0	0	0	0	20
Immobilisations Corporelles	21600000	Collections	140	0	42	0	0	181
Immobilisations Corporelles	21817000	Install génér, agnct	470	0	0	0	-463	7
Immobilisations Corporelles	21818000	Install génér, agnct	100	0	0	0	-100	0
Immobilisations Corporelles	21827000	Matériel de transpor	234	0	2	0	0	236
Immobilisations Corporelles	21831700	Matériel de bureau a	217	0	8	-73	-43	109
Immobilisations Corporelles	21832700	Matériel informatique	14,135	84	1,390	0	-69	15,540
Immobilisations Corporelles	21847000	Mobilier acquis	7,795	4	125	0	-4,523	3,402
Immobilisations Corporelles	21887000	Matériels divers acq	6,517	12	783	-4	-319	6,989
Immobilisations Corporelles	21888000	Matériels divers aut	112	0	0	0	-25	87
Immobilisations Corporelles	23810000	Av vers immo corp	0	0	59	0	0	59
Autres Immobilisations Financières	27550000	Cautionnements	5	0	0	0	0	5
TOTAUX			177,747	411	8,824	-411	-7,510	179,061

On relèvera le niveau élevé de sortie d'inventaire cette année 2021 pour le mobilier et le matériel d'enseignement. 2020 avait été l'année de sorties de matériels informatiques. Les valeurs de sorties enregistrées sur les 2 dernières années (5,6 M€ en 2020, 7,5 M€ en 2021) traduisent la nouvelle méthodologie d'inventaire tournant et de sorties automatisées en masse.

2. Tableau de mouvement des amortissements

Rubrique et postes	Catégorie	Libellé Catégorie	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amorts suite aux sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	20531000	Logiciels acquis ou	-1,423	-66	-15	1,504
Immobilisations Incorporelles	20580000	Autres conces ^o et dt	-30	-26	0	56
Immobilisations Corporelles	21155600	Terrains bâtis- ens	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	21155700	Terrains bâtis- ens	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	21155800	Terrains bâtis- ens	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	21227000	Agencement terrains	-136	-35	0	171
Immobilisations Corporelles	21315600	Construction bâtimen	-28,635	-4,165	0	32,800
Immobilisations Corporelles	21315700	Construction bâtimen	-6,614	-1,504	105	8,014
Immobilisations Corporelles	21315800	Construction bâtimen	-380	-57	0	436
Immobilisations Corporelles	21355700	Construction agencem	-828	-642	17	1,453
Immobilisations Corporelles	21355800	Construction agencem	-5	-1	0	6
Immobilisations Corporelles	21511700	Installations comple	-91	-45	17	119
Immobilisations Corporelles	21547000	Matériel acquis	-469	-69	12	526
Immobilisations Corporelles	21557000	Outillage acquis TEC	-81	-25	-10	116
Immobilisations Corporelles	21558000	Outillage autre	-34	0	28	6
Immobilisations Corporelles	21566000	Matériel d'enseignem	-6	0	6	0
Immobilisations Corporelles	21567000	Matériel d'enseignem	-2,016	-24	1,831	209
Immobilisations Corporelles	21577000	Agencements & aménag	-12	-2	0	14
Immobilisations Corporelles	21600000	Collections	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	21817000	Install génér, agnct	-470	0	463	7
Immobilisations Corporelles	21818000	Install génér, agnct	-100	0	100	0
Immobilisations Corporelles	21827000	Matériel de transpor	-191	-19	0	210
Immobilisations Corporelles	21831700	Matériel de bureau a	-90	-11	70	31
Immobilisations Corporelles	21832700	Matériel informatiqu	-9,170	-1,803	29	10,944
Immobilisations Corporelles	21847000	Mobilier acquis	-6,783	-201	4,517	2,467
Immobilisations Corporelles	21887000	Matériels divers acq	-4,170	-856	309	4,716
Immobilisations Corporelles	21888000	Matériels divers aut	-112	0	25	87
TOTAUX			-61,845	-9,553	7,504	63,894

On remarque une diminution des amortissements des postes « mobiliers acquis » et « matériels d'enseignement » de 6,3 M€, consécutive à l'inventaire tournant et à la sortie automatisée des biens mentionnées ci-dessus au III.1.

3. Tableau des financements externes de l'actif

RUBRIQUE	Cumul au début de l'exercice	Financements reçus	Financements reconstitués suite à la rep	Reprise suite à l'amortissement de l'act	Reprise suite à la dépréciation de l'act	Reprise suite à la cession ou mise au rebut	Cumul à la fin de l'exercice
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	69,588	2,083	0	-4,634	0	-5	67,033
Financements non rattachés à un actif	1,644	1,883	0	0	0	0	3,526
Financements rattachés à un actif	67,945	201	0	-4,634	0	-5	63,506
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	56,115	0	0	-4,165	0	0	51,950
Contrepartie et financement des actifs	0	0	0	0	0	0	0
Financement des autres actifs	11,829	201	0	-469	0	-5	11,556
- Etat	11,829	201	0	-469	0	-5	11,556
- ANR IA	0	0	0	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0	0	0	0
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	24,737	857	0	31	0	-1,075	24,550
Financements non rattachés à un	428	850	0	0	0	0	1,278
- Régions	123	849	0	0	0	0	972
- Département	0	0	0	0	0	0	0
- Communes	300	0	0	0	0	0	300
- Autres collectivités	0	0	0	0	0	0	0
- Union Européenne	0	0	0	0	0	0	0
- Autres organismes	5	2	0	0	0	0	6
- Autres	0	0	0	0	0	0	0
Financements rattachés à un actif	24,309	6	0	31	0	-1,075	23,272
- Régions	11,360	0	0	502	0	-1,075	10,787
- Département	0	0	0	0	0	0	0
- Communes	5,271	0	0	-150	0	0	5,122
- Autres collectivités	104	0	0	-16	0	0	88
- Union Européenne	26	0	0	-8	0	0	18
- Autres organismes	7,490	6	0	-279	0	0	7,217
- Autres	58	0	0	-18	0	0	40
TOTAUX	94,326	2,940	0	-4,603	0	-1,080	91,582

Les financements reçus de 2,9 M€ en 2021 se ventilent dans leur grande majorité entre la Ruche / Learning Centre (52%) et le Plan de relance (48%).

4. Détail des créances

Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants période N	Montants période N-1
Créances de l'actif immobilisé	5	5
- Créances rattachées à des participations	0	0
- Prêts	0	0
- Autres créances immobilisées	5	5
Créances de l'actif circulant	8,021	6,996
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	3,945	2,623
- Créances clients et comptes rattachés	3,838	4,158
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0	0
- Avances et acomptes versés sur commandes	0	0
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0	0
- Créances sur les autres débiteurs	29	215
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	210	0
TOTAUX	8,027	7,001

NB. : concernant les échéances des créances, compte tenu de la nature des activités de l'université Lyon 2, aucune créance exigible à plus d'un an n'est à relever, mis à part 5 k€ de dépôts de garantie

a) Précisions sur certaines variations de créances 2020 / 2021

Les créances sur entités publiques augmentent de 50% (+1,3 M€ en valeur), consécutivement au financement à recevoir pour la Ruche (Learning Centre pour 621 k€) et à un reclassement important en 2021 des produits à recevoir liés aux conventions pluriannuelles en subventions à recevoir (4181 → 44877)

Les créances clients intègrent cette année 2021 un produit à recevoir au 4181 exceptionnel. Ce PAR concerne la COMUE (Université De Lyon - UDL) dans le cadre d'un transfert des contrats de maîtrise d'œuvre et d'ouvrage de la Ruche (learning centre), pour 312 k€.

Les créances clients amorcent une baisse de 8% (- 320 k€ en valeur), de 15% (- 632 k€ en valeur) si l'on corrige l'effet exceptionnel du PAR UDL. Cette baisse traduit, outre un acte technique de reclassement du 4181 au 44877, une amélioration sensible des techniques de recouvrement et d'apurement des soldes débiteurs à l'agence comptable : automatisation des relances, révision des modalités de facturation de la formation continue, gestion fine des créances forma sup, communication financière accrue auprès des services sur les postes non soldés au débit, apurement plus régulier de certaines créances par Admission en Non-Valeur.

Le poste créances sur autres débiteurs diminue de 87%, le débet de l'agent comptable sortant (196 k€) ayant été soldé en 2021.

b) Produits à recevoir

Produits & subventions à recevoir	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
PAR Formation continue (4181)	514	543	306
PAR Forma Sup (4181)	0	1,797	260
PAR Conventions pluriannuelles (4181 et 44877)	2,169	1,515	2,030
PAR hors FC et conventions pluriannuelles	734	0	0
Total Produits à recevoir	3,417	3,855	2,596

5. Fonds propres

Variation des fonds propres	
Fonds propres au 31/12/2020	158,614
Corrections d'erreur	0
Variation nette des financements de l'actif	-2,743
Résultat de l'exercice	1,084
Fonds propres au 31/12/2021	156,955

(1) Les corrections d'erreur comptabilisées dans les fonds propres de l'établissement sont détaillées en paragraphe I.2.c

6. Dépréciations

DEPRECIATIONS	Solde à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0	0	0	0
Dépréciations des stocks en cours	0	0	0	0
Dépréciations des comptes de tiers	382	423	-347	458
Dépréciations des comptes financiers	0	0	0	0
Total des dépréciations	382	423	-347	458

L'augmentation de +20% des dépréciations des comptes de tiers est à relativiser. Une mise à disposition de personnel pour 31 k€ a basculé au 416 et a été dépréciée en 2021 ; mais immédiatement recouvrée le 08/02/2022.

7. Provisions pour risques et charges

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Comptes	Libellés Comptes	Provisions Début exercice	Augm. Dotations exercice	Dimin. Reprise exercice	Provisions Fin exercice
Provisions pour risques et charges	0015110000	Provisions pour litiges	78	1	-68	11
Provisions pour risques et charges	0015820000	Provisions pour CET	111	149	-130	130
		TOTAL	189	150	-198	141

Les 25% de diminution de provisions pour risques et charges s'expliquent principalement par une tournure des litiges juridiques estimée favorable (-86% de risques) par le service juridique de l'ordonnateur.

8. Détail des dettes

Tableau des dettes		
Rubriques et postes	Montants N	Montants N-1
Dettes financières	0	0
- Emprunts obligataires	0	0
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0	0
- Dettes financières et autres emprunts	0	0
Dettes non financières	14,526	12,666
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	774	653
- Dettes fiscales et sociales	5,388	5,112
- Avances et acomptes reçus	2,357	1,180
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	419	228
- Autres dettes non financières	560	342
- Produits constatés d'avance	5,028	5,151
TOTAUX	14,526	12,666

NB. : concernant les échéances des dettes, compte tenu de la nature des activités de l'université Lyon 2, aucune dette exigible à plus d'un an n'est à relever.

La multiplication par 2 (+100%, +1,2 M€ en valeur) des avances et acomptes reçus trouvent leur explication dans les avances Etat du plan de relance (+741 k€), et Erasmus + (+553 k€). Plus globalement, la technique du titre d'avance a été déployée à compter d'Octobre 2021 et favorise la juste dérivation des titres budgétaires aux comptes d'avances dédiés (4419 et 419).

L'augmentation de +84% (+191 k€) des dispositifs d'intervention correspond à la thésaurisation depuis 2 années suite au COVID-19 des aides à la mobilité internationale (AMI). Un dialogue a été engagé avec les services de l'ordonnateur (direction des relations internationales) et le ministère sur la restitution de ces crédits. La réponse du ministère étant que les crédits inutilisés peuvent être reconduits en 2022 (pas de reversement évoqué pour l'heure).

La hausse de +63% (217 k€ en valeur) des autres dettes non financières s'explique intégralement par une variation de +220 k€ du compte 4718 / 4728 (recettes à classer). Un point de vigilance tendanciel est posé sur des difficultés récurrentes d'identification de recettes notamment en formation continue (114 k€), pour la recherche (156 k€), et des subventions diverses (217 k€), ces 3 thématiques recouvrant 87% du solde de recettes à classer. Le taux de recettes à classer est de 4.3 %, toujours bien en deçà du seuil d'alerte de 30%.

a) Factures non parvenues et charges sociales

Charges à payer	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Factures non parvenues (dont CAPAC)	640	477	833
Charges à payer liées au personnel	4,545	3,742	3,902
Charges sociales liées au personnel	843	1,369	1,429
Total Charges à payer	6,028	5,589	6,163

L'augmentation des factures non parvenues (+34%, +163 k€ en valeur) n'est pas due à une dégradation de la capacité à payer les factures en fin d'année. Le taux de paiement des factures 2021 est à un niveau de 95%, une durée moyenne de crédit fournisseur de 17 jours, pour un délai global de paiement calculé de 25 jours, conforme

aux valeurs cibles en la matière. Cette hausse est due aux charges à payer à comptabiliser (CAPAC) liées aux fluides (344 k€), nouveauté sur 2021.

On notera aussi une nouvelle ventilation des charges à payer de personnel pour les heures d'enseignement et les ajustements d'heures complémentaires. Si dans l'ensemble elle reste à un niveau stable, le pilotage de la masse salariale indique les changements suivants de comptabilisation :

« *Changement de périmètre cette année :*

Dans la CAP heures d'enseignement, on s'intéresse à toutes les heures payées au titre de l'année antérieure (permanents et vacataires).

Dans la CAP ajustement HC, on considérait que 40% des heures complémentaires des permanents versées au titre de l'année en cours étaient en réalité au titre de l'année antérieure.

A l'été 2021, lors du paiement des heures complémentaires 2020/2021, ce découpage avec 40% au titre de l'année antérieure et 60% au titre de l'année en cours a été mis en œuvre dans notre nouveau logiciel Siham préliquidation.

La CAP heures d'enseignement est donc considérablement augmentée, et inversement il n'est plus nécessaire de calculer l'ajustement des HC qui sont déjà prises en compte.

Désormais nous ne calculerons plus qu'une seule CAP sur les heures d'enseignement, en se basant sur les heures mises en paiement au titre de l'année antérieure. »

L'impact est in fine le suivant :

Motif	Type	Montant
Heures d'enseignement	CAP	3,031,634
Ajustement HC	CAP	0

Montant N-1	Variation	
2,145,649	885,985	changement de codification qui a entraîné une bascule entre les 2
750,156	-750,156	

On relèvera aussi la nouvelle comptabilisation de l'indemnité télé travail en CAP, pour 15 k€.

Enfin, les effets du décret n° 2021-1617 du 9 décembre 2021 portant création d'une indemnité différentielle en faveur de certains personnels enseignants et chercheurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, applicable au 1^{er} janvier 2021, ont été pris en compte dans le calcul des CAP des primes, induisant une variation positive de + 150 k€.

b) Détail des produits constatés d'avance

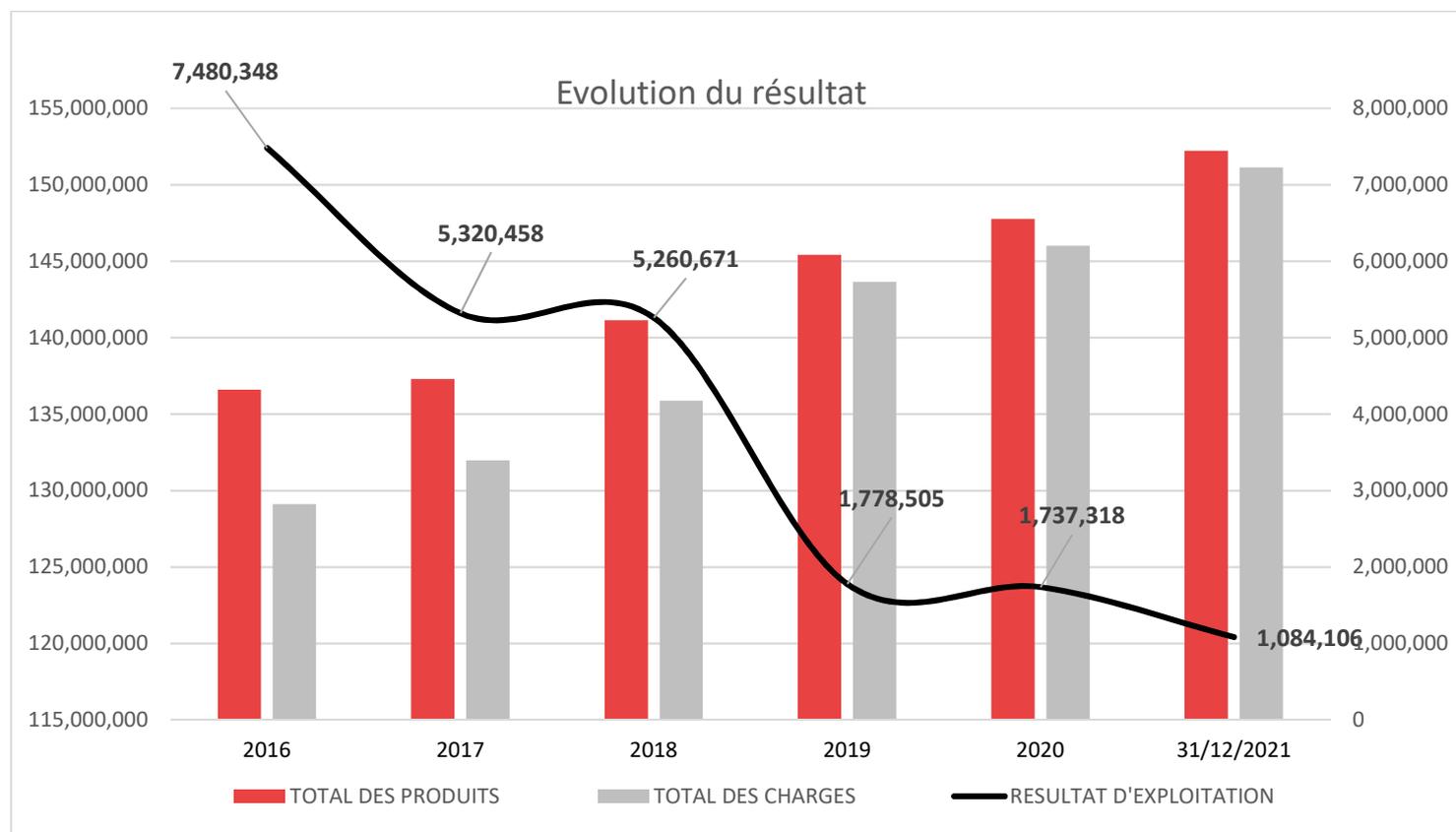
Produits constatés d'avance	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
PCA Formation continue	333	315	511
PCA Conventions pluriannuelles	3,910	4,836	2,836
PCA hors FC et conventions pluriannuelles	786	0	0
Total Produits constatés d'avance	5,029	5,151	3,347

9. Flux de trésorerie 2021

Flux de trésorerie		
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS	148,973,249	140,328,096
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	133,939,427	128,555,145
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	15,033,822	11,772,951
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement	140,750,770	136,512,890
Charges de personnel	124,295,046	120,758,971
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	16,455,723	15,753,919
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0	0
TOTAL (I)	8,222,479	3,815,206
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS	0	1,005,332
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	0	0
Cessions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations		1,005,332
DECAISSEMENTS	8,154,574	9,924,084
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	98,137	57,750
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8,104,700	9,741,176
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	-48,264	125,157
TOTAL (II)	-8,154,574	-8,918,752
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS	2,002,166	1,465,065
Dotations en capitaux propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	0
Autres opérations	2,002,166	1,465,065
DECAISSEMENTS	1,319,414	674,701
Remboursements d'emprunts	0	0
Autres opérations	1,319,414	674,701
TOTAL (III)	682,752	790,363
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	410,000	414,583
DECAISSEMENTS	218,800	362,536
TOTAL (IV)	191,200	52,047
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	941,857.97	-4,261,135.26
TRESORERIE A L'OUVERTURE	42,617,619	46,878,754
TRESORERIE A LA CLOTURE	43,559,477	42,617,619

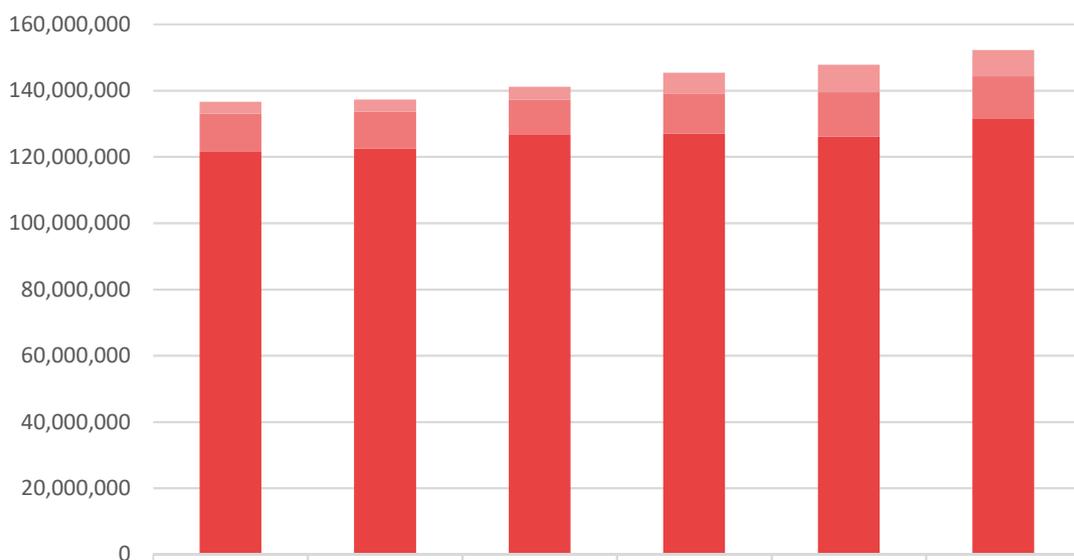
IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Une restitution graphique en dynamique du compte de résultat est présentée dans cette annexe comptable. Le lecteur pourra utilement se reporter au rapport de gestion de l'ordonnateur qui commente les écarts significatifs et les impacts de la crise du COVID-19.



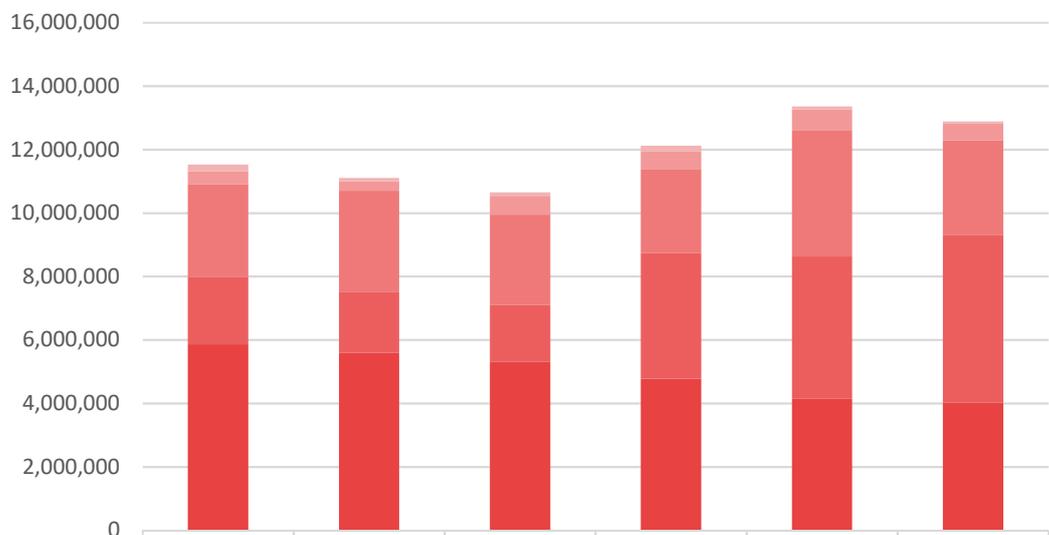
1. Les produits

Evolution des produits



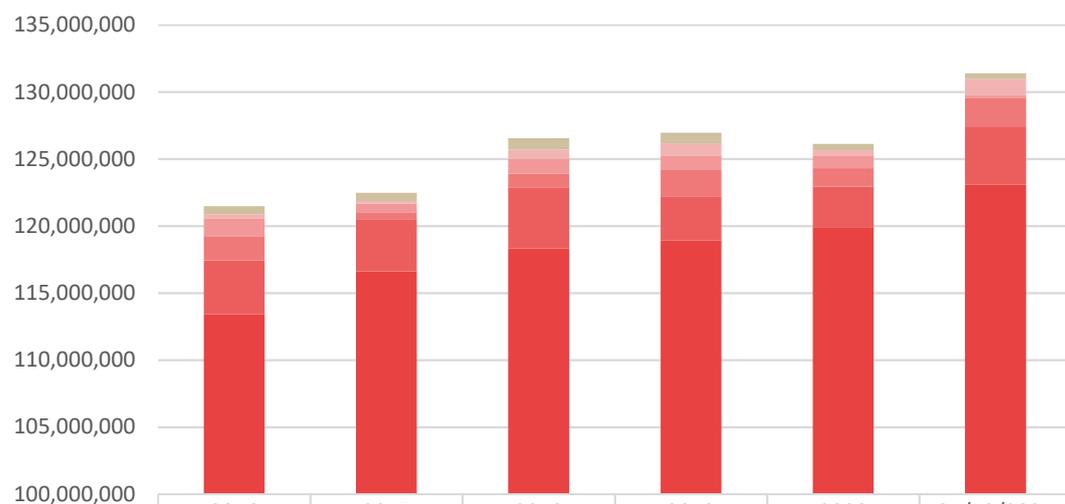
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Autres produits	3,563,447	3,701,129	3,928,081	6,326,429	8,272,403	7,929,772
Produits avec contrepartie (issus de l'activité)	11,524,267	11,105,716	10,650,189	12,121,510	13,356,276	12,883,063
Produits sans contrepartie (subventions)	121,495,674	122,478,992	126,549,787	126,970,907	126,122,842	131,399,610

Evolution des produits issus de l'activité



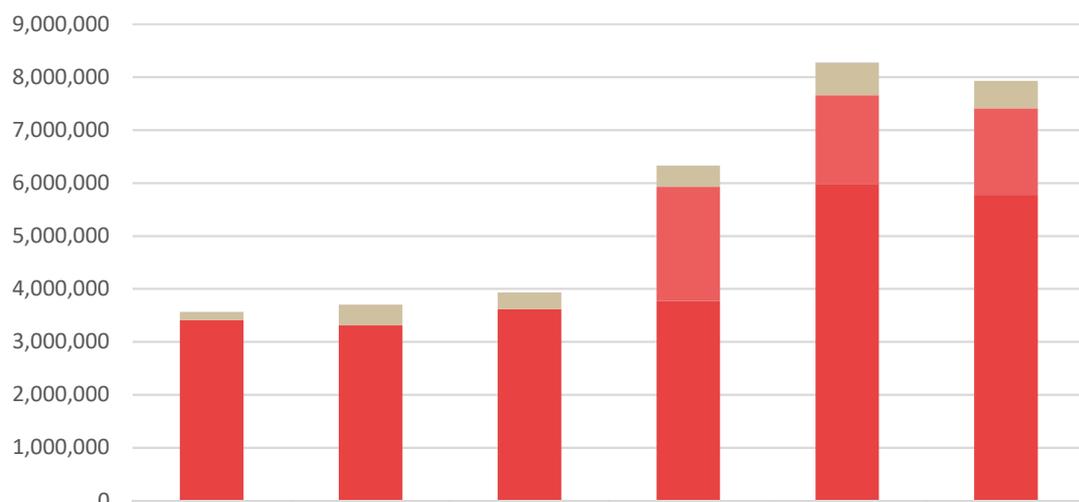
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Produit des activités annexes (locations, etc...)	211,759	105,227	108,415	174,228	87,591	72,161
Mise à disposition de personnel	398,867	297,962	591,961	586,064	654,225	526,890
Prestations de Formation Continue	2,942,307	3,205,159	2,841,363	2,629,020	3,985,585	2,987,576
Autres prestations de service	2,105,022	1,896,067	1,784,851	3,952,090	4,489,340	5,278,586
Droits d'Inscriptions	5,866,313	5,601,300	5,323,599	4,780,109	4,139,535	4,017,850

Evolution des subventions



	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Taxe d'apprentissage	601,594	622,403	851,481	794,110	458,961	434,301
ANR	312,690	180,315	669,437	952,359	401,935	1,212,067
Région	1,345,898	639,418	1,108,000	1,044,766	949,920	174,886
Europe	1,806,643	572,434	1,040,279	1,957,660	1,374,929	2,138,238
Autres subventions	4,014,934	3,833,821	4,532,258	3,290,103	3,079,028	4,347,995
Etat : subvention pour charge de service public	113,413,915	116,630,601	118,348,332	118,931,910	119,858,069	123,092,124

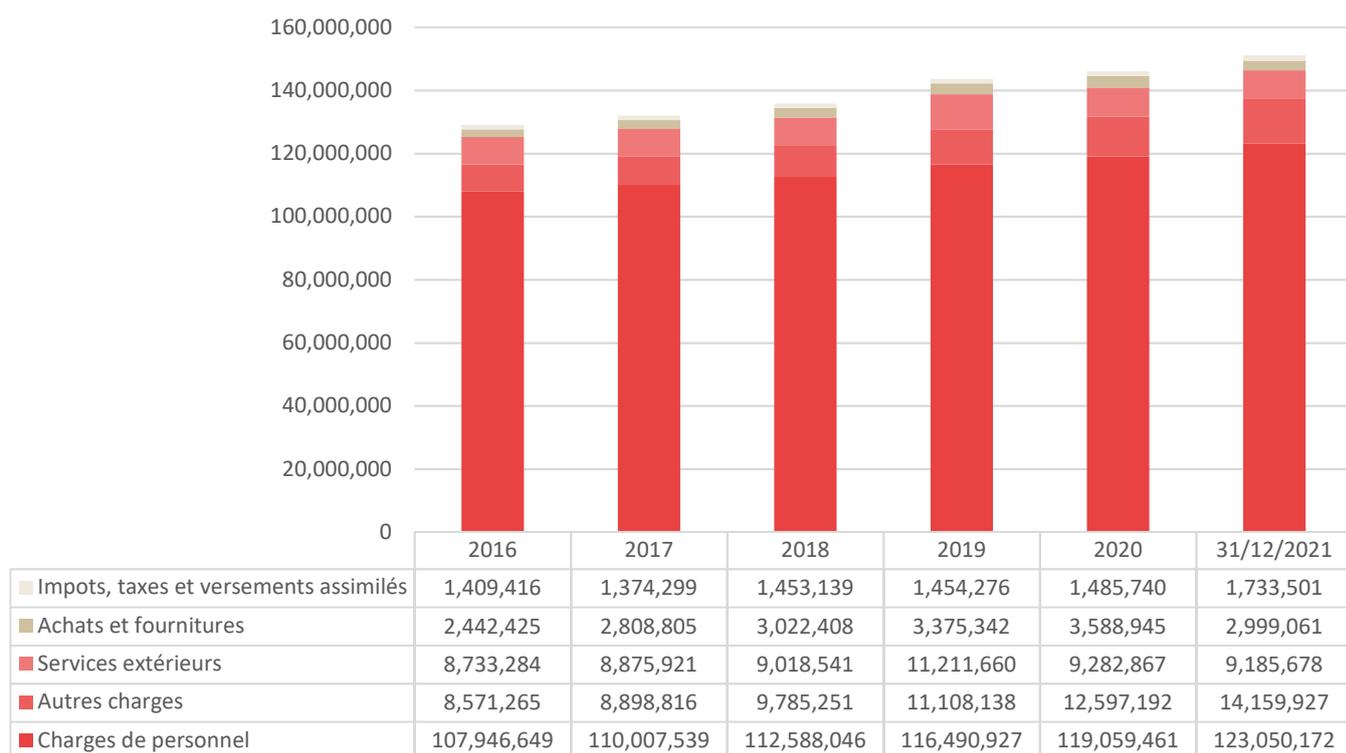
Evolution des autres produits



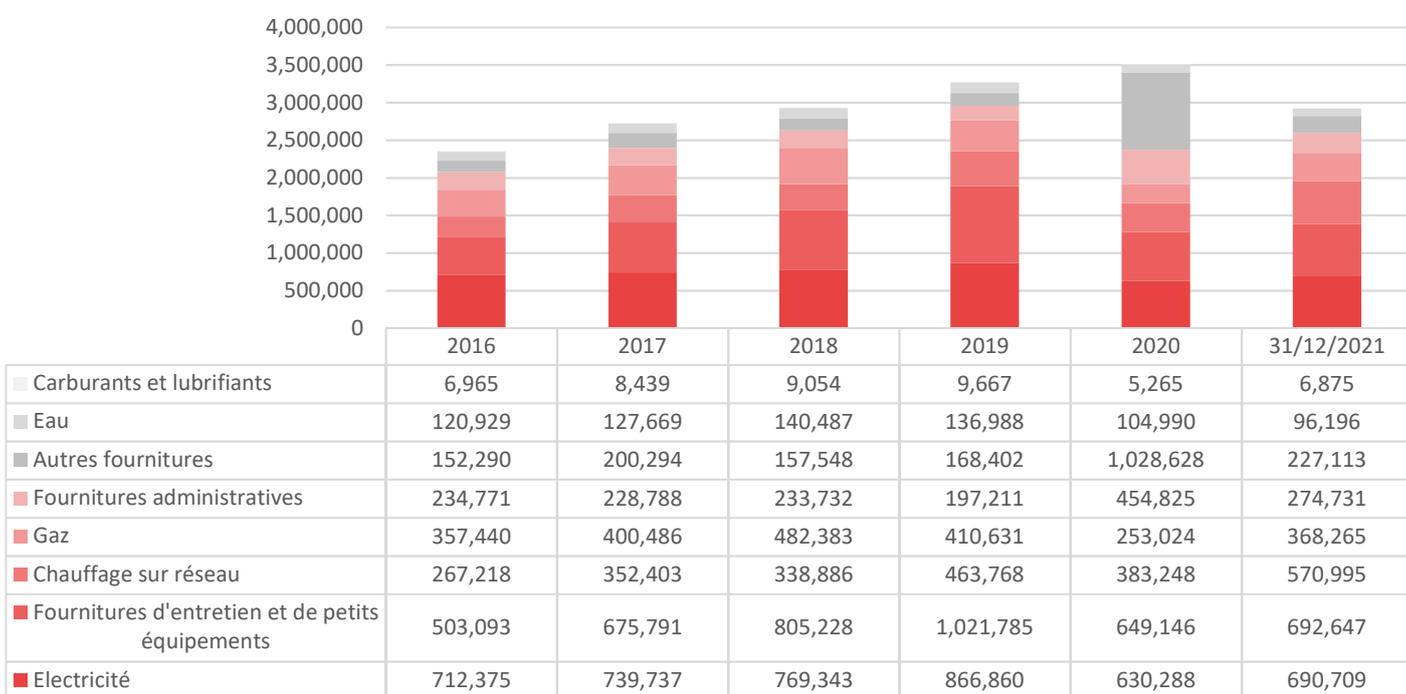
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Produits exceptionnels	0	0	0	0	45	
Produits financiers	3,204	0	0	155	45	
Autres produits de gestion courante	152,335	394,290	310,847	402,543	615,340	516,748
Contribution Vie Etudiante Campus (CVEC)	0	0	0	2,151,800	1,675,896	1,634,215
Reprises sur amortissements, provisions et transferts	3,407,908	3,306,839	3,617,234	3,771,931	5,981,122	5,778,809

2. Les charges

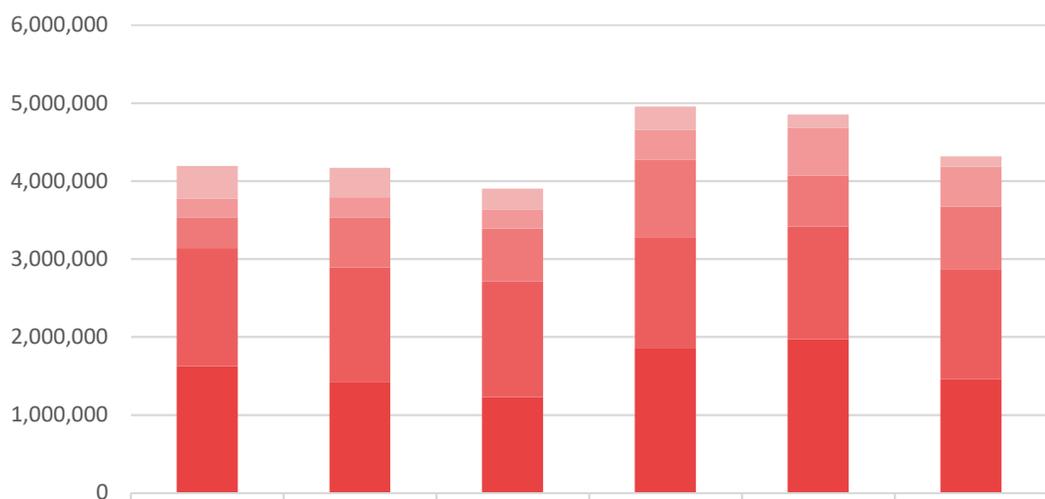
Poids et évolution des charges



Achats et fournitures

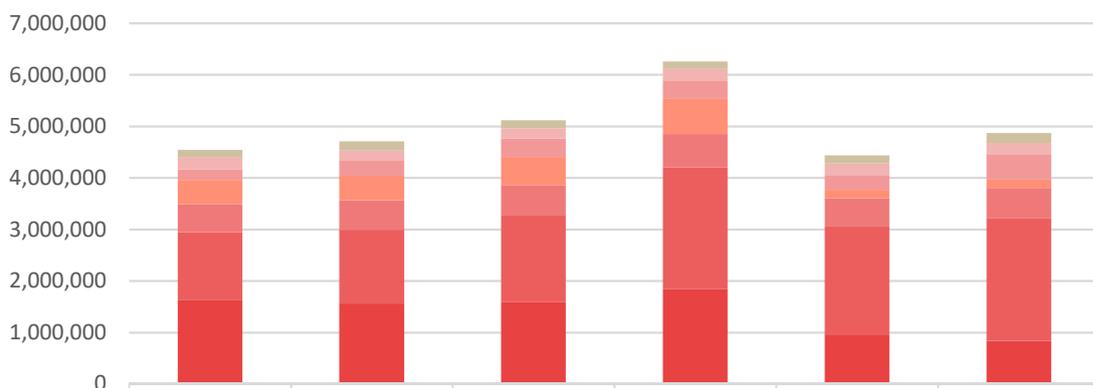


Services extérieurs



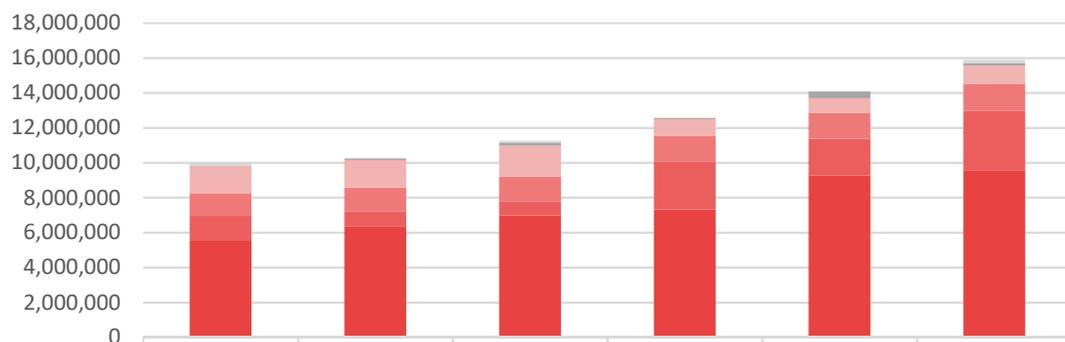
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Locations immobilières	417,705	377,224	264,799	300,982	165,196	130,742
Locations mobilières	238,515	257,130	245,787	385,838	616,118	512,226
Reprographie, imprimerie, communication et colloques	395,770	642,344	678,523	988,715	653,367	802,722
Documentation, abonnement	1,512,486	1,467,890	1,482,990	1,431,208	1,445,630	1,412,130
Maintenance des bâtiments et matériel	1,626,318	1,423,851	1,228,527	1,848,689	1,969,103	1,458,354

Autres services extérieurs



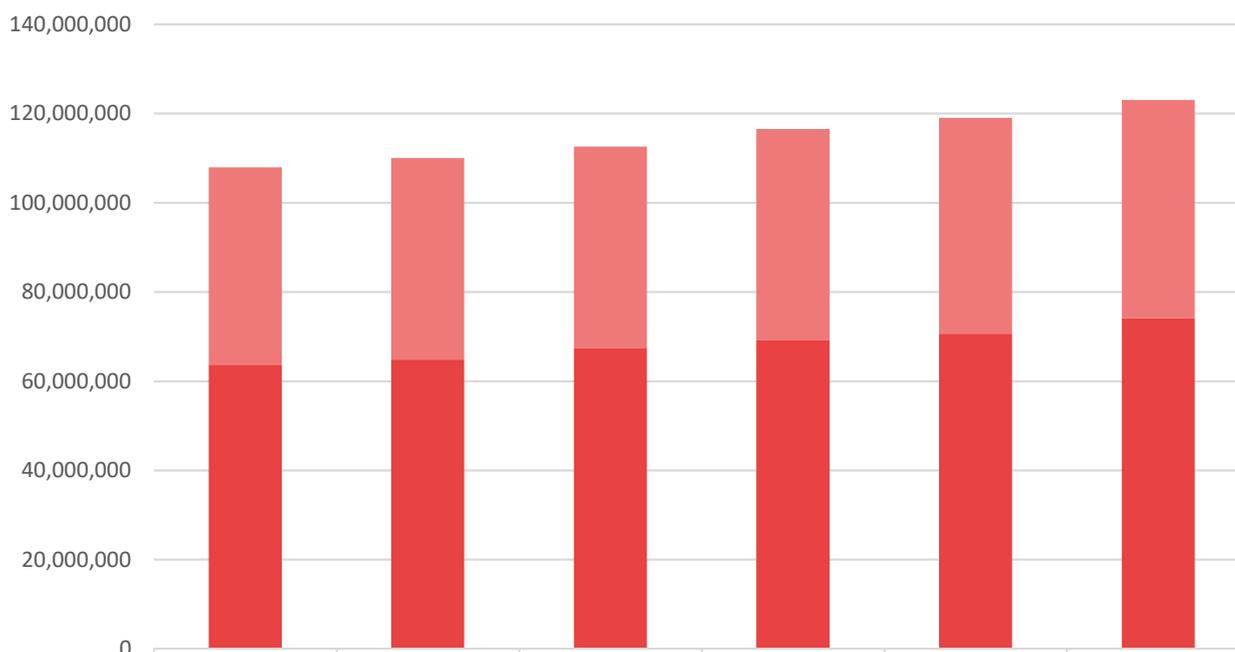
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
Honoraires	139,061	177,926	154,841	141,253	153,801	190,708
Téléphonie, affranchissement et internet	238,126	196,561	201,634	223,890	243,533	221,251
Concours divers, cotisations	207,542	291,988	355,916	356,883	266,899	493,572
Frais de réception	472,743	476,534	543,828	681,289	160,993	160,498
Personnel extérieur	541,057	575,221	599,969	648,380	554,590	581,285
Prestations diverses	1,323,916	1,427,048	1,674,846	2,361,334	2,096,068	2,384,100
Frais de déplacement	1,620,044	1,562,202	1,586,881	1,843,199	957,570	838,089

Autres charges



	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
■ Charges financières	23,014	23,578	19,381	774		
■ Autres impôts, taxes et versements assimilés	116,038	3,553	66,906	14,030	5,475	211,827
■ Dotations aux provisions et dépréciations	17,590	96,525	189,488	69,445	374,984	119,164
■ Autres charges de gestion courante	1,577,199	1,597,140	1,787,838	960,432	851,858	1,053,225
■ Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1,293,378	1,370,746	1,386,233	1,440,245	1,480,265	1,521,674
■ Transferts dispositifs d'intervention (bourses, aides, RH...)	1,438,498	812,781	820,263	2,759,478	2,106,628	3,430,623
■ Dotations aux amortissements	5,514,964	6,368,792	6,968,282	7,318,010	9,263,722	9,556,915

Charges de personnels



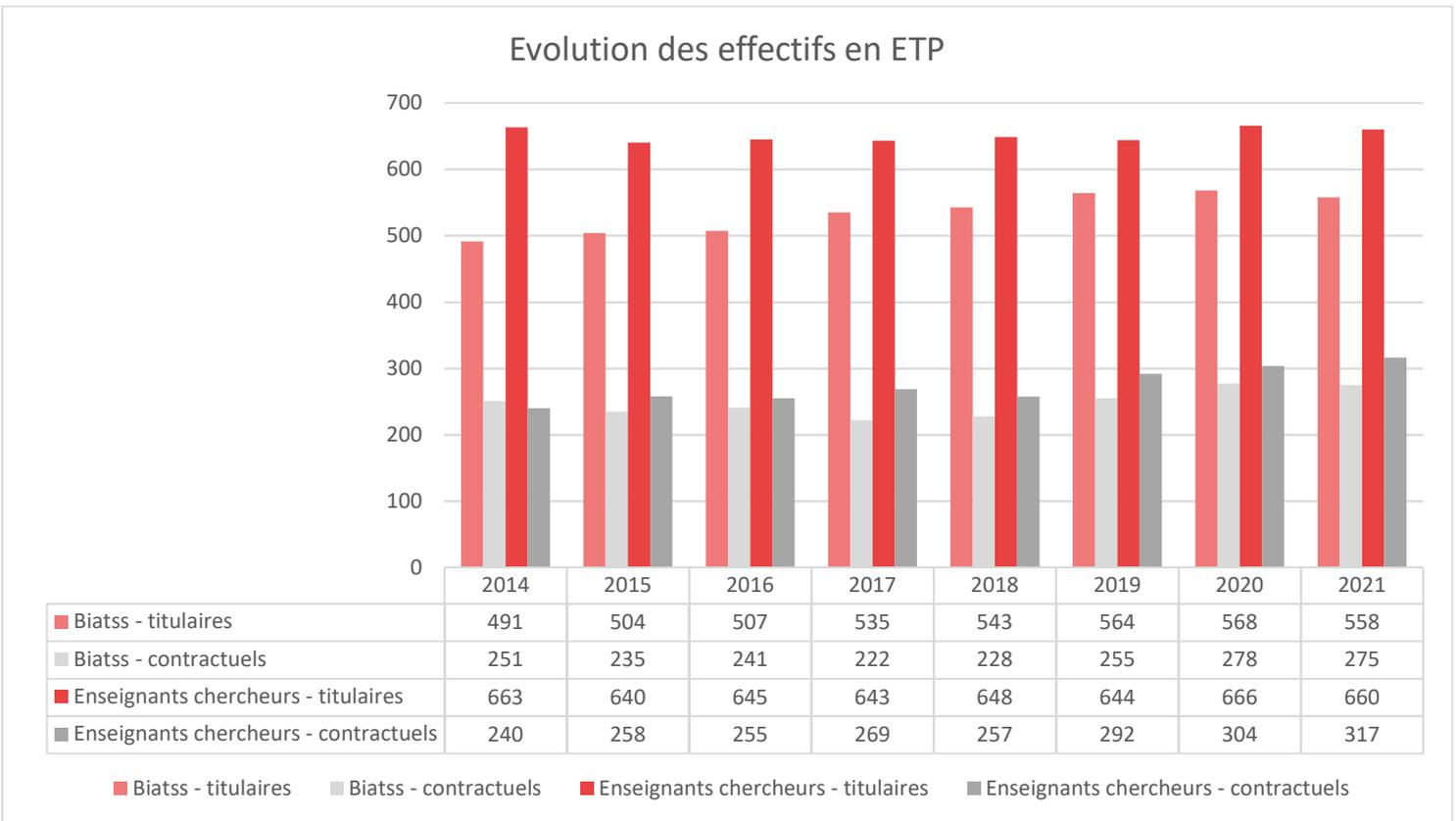
	2016	2017	2018	2019	2020	31/12/2021
■ Charges sociales	44,237,739	45,179,600	45,264,336	47,381,156	48,417,772	48,905,278
■ Rémunérations du personnel	63,708,910	64,827,939	67,323,710	69,109,770	70,641,690	74,144,894

V. AUTRES INFORMATIONS

1. Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels.

2. Effectifs



Emplois à fin de période	2019		2020		2021		Var ETP N-1
	Indiv	ETP	Indiv	ETP	Indiv	ETP	
Biatss	881	819	906	845	888	833	-1.46%
<i>Titulaires</i>	585	564	586	568	573	558	-1.76%
<i>contractuels</i>	296	255	320	278	315	275	-0.86%
Enseignants chercheurs	958	936	996	969	1004	977	0.76%
<i>Titulaires</i>	648	644	671	666	667	660	-0.84%
<i>contractuels</i>	310	292	325	304	337	317	4.25%
TOTAL	1,839	1,755	1,902	1,815	1,892	1,810	-0.28%

Source : cellule PMS

3. Engagements financiers

Engagements donnés : néant

Engagements reçus : néant